

Table of Contents

<u>"UN PAYS ENNEMI" UN PRÉDICATEUR RADICAL MET LES CANADIENS EN GARDE.....</u>	1
<u>VILLAGE INVESTI : NOS SOLDATS N'ONT RIEN TROUVÉ.....</u>	3
<u>L'ÉCHÉANCE:FÉVRIER 2009 AFGHANISTAN -- MISSION CANADIENNE MACKAY CÈDE DEVANT LES TROIS PARTIS D'OPPOSITION QUI REFUSENT UNE PROLONGATION DE NOTRE ENGAGEMENT.....</u>	4
<u>Le Canada ne combattra plus dès février 2009.....</u>	6
<u>MacKay a averti les autres pays.....</u>	7
<u>Layton redemande un retrait immédiat.....</u>	8
<u>Les soldats investissent un village.....</u>	9
<u>A la recherche de talibans, les soldats canadiens ont investi un village.....</u>	10
<u>Troupes canadiennes en Afghanistan; Layton redemande le retrait dès maintenant.....</u>	11
<u>Soutenons nos soldats.....</u>	12
<u>Layton redemande le retrait immédiat.....</u>	13
<u>Les soldats canadiens prennent un village afghan.....</u>	14
<u>Le Canada ne combattra plus en Afghanistan dès février 2009.....</u>	15
<u>Afghanistan : votons NPD.....</u>	16
<u>La mort du major Ruckpaul demeure un mystère.....</u>	17
<u>MacKay promet la fin des combats en 2009.....</u>	18
<u>Retour à la "case départ"; Le travail des troupes canadiennes presque réduit à néant, admet le brigadier-général Guy Laroche.....</u>	20
<u>Stephen Harper sera-t-il sauvé par sa foi ?.....</u>	22
<u>Fin de la mission canadienne en Afghanistan ?; L'opposition réclame une position claire d'Ottawa.....</u>	25
<u>Des pacifistes portent plainte contre la couverture de la SRC en Afghanistan.....</u>	27
<u>Au temps des Bons contre les Méchants.....</u>	29
<u>Sus aux médias!.....</u>	31

Table of Contents

<u>Retrait des troupes; Qui dit vrai au gouvernement ?</u>	33
<u>La guerre des mots; Pour les journalistes, couvrir la guerre présente des risques</u>	35

"UN PAYS ENNEMI" UN PRÉDICATEUR RADICAL MET LES CANADIENS EN GARDE

SOURCETAG: 0709040208

PUBLICATION: Le Journal de Montréal

DATE: 2007.09.04

EDITION: Final

SECTION: Nouvelles

PAGE: 5

ILLUSTRATION: 1. PHOTO LE JOURNAL Omar Bakri a reçu le représentant du Journal de Montréal dans son refuge de Tripoli, au nord du Liban.

BYLINE: FABRICE DE PIERREBOURG LE JOURNAL DE MONTRÉAL

DATELINE: TRIPOLI/EXCLUSIF

WORD COUNT: 447

TRIPOLI (LIBAN) — Le célèbre prédicateur islamiste radical qui avait prévu les attentats de Londres avertit maintenant le Canada qu'il est devenu "l'ennemi des djihadistes" à cause de son action en Afghanistan et qu'il sera tôt ou tard frappé par Al-Qaeda.

Le cheikh salafiste Omar Bakri, figure emblématique du "Londonistan" et grand admirateur d'Oussama ben Laden, a reçu le représentant du Journal de Montréal dans sa "bibliothèque scientifique" à Tripoli, au nord du Liban, un secteur sous haute tension en raison des sanglants affrontements qui ont opposé jusqu'au week-end dernier l'armée libanaise et le groupe Fatah al-Islam, que l'on dit lié à Al-Qaeda.

Omar Bakri Muhammad, alias "OBM", se définit comme un prêcheur radical qui a toujours évolué dans le "cadre de la liberté d'expression", mais pas un combattant.

Fidèle à sa réputation sulfureuse, il n'a pas mâché ses mots envers le Canada au cours de cette longue entrevue:

"Celui qui s'aligne avec les États-Unis dans ce qu'ils qualifient de guerre au terrorisme, dit-il, implique son peuple dans un affrontement, dans un djihad avec les groupes salafites et radicaux partout au monde. [...] Le Canada, jusque-là connu comme pacifiste et ami, est désormais perçu par un certain nombre de musulmans et de djihadistes comme un pays ennemi."

Canadiens naïfs

Prenant pour exemple la "déroute" de l'armée américaine en Irak, il conseille au Canada de quitter l'Afghanistan.

"Vos soldats combattent pour une mauvaise cause", affirme-t-il. Et d'ajouter:

"Est-ce qu'il y a des troupes afghanes au Canada? Est-ce que Al-Qaeda a des troupes au Canada? Pourquoi alors le Canada envoie-t-il des troupes en Afghanistan?"

Le cheikh Bakri considère aussi que les Canadiens qui ignorent les menaces proférées depuis 2002 par Oussama ben Laden à l'encontre du Canada sont des naïfs:

" Les Espagnols répétaient les mêmes propos avant d'être frappés. Je vous mets en garde. Je prends sérieusement en considération les menaces d'Al-Qaeda [qui] a une réputation dans la campagne contre les croisades mondiales. Elle travaille sur du long terme. C'est un

ennemi qui te voit

mais que tu ne vois pas."

D'une façon générale, OBM considère que la promulgation de lois antiterroristes, l'arrestation de musulmans ou l'engagement aux côtés des États-Unis équivaut à une "rupture du pacte de sécurité" tacite.

Un autre 11 septembre

Pour éviter que "le sang coule ", parce qu'un autre 11 septembre est inévitable selon lui, le cheikh Bakri invite l'Occident à "dialoguer" avec Al-Qaeda.

" Ben Laden l'a proposé à plusieurs reprises. Vous avez dialogué avec Nelson Mandela, l'IRA, l'OLP, etc., que vous considérez pourtant comme des terroristes."

Que peut-on négocier avec Al-Qaeda?

"Retirez vos troupes des terres musulmanes, Irak et Afghanistan, et retirez vos bases d'Arabie saoudite."

Il n'en revient pas non plus que Stephen Harper ait affirmé en juillet 2006, lors de la guerre du Liban, qu'"Israël a le droit de se défendre".

"Que l'occupant a le droit de soutenir son occupation, mais que l'occupé n'a pas le droit de se défendre. Quelle est votre logique?"

Avant de conclure l'entrevue, Omar Bacri insiste une dernière fois: " Reconsidérez votre coopération avec les États-Unis. Il n'est jamais trop tard pour empêcher que le sang coule

* * *

" VOS SOLDATS COMBATTENT POUR UNE MAUVAISE CAUSE"

OMAR BAKRI !@MOTSCLES=LE CANADA VU PAR LES DJIHADISTES LE JOURNAL AU LIBAN
TERRORISME

VILLAGE INVESTI : NOS SOLDATS N'ONT RIEN TROUVÉ

SOURCETAG 0709040148
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.09.04
EDITION: Final
SECTION: Nouvelles
PAGE: 21
ILLUSTRATION: 1. Photo d'archives La mission de combat ne se poursuivra pas, a assuré le ministre Peter MacKay. Par contre, l'aide et le travail diplomatique vont persister.
BYLINE: PC
DATELINE: KANDAHAR, Afghanistan
WORD COUNT: 89

KANDAHAR, Afghanistan — (PC) Les soldats canadiens ont profité de la noirceur, tôt hier matin, pour investir un village afghan qu'ils croyaient occupé par des insurgés talibans.

L'opération s'est déroulée sans histoires, au grand soulagement des responsables militaires.

Cette mission constitue néanmoins un exemple de ce qui attend les troupes canadiennes dans cette étendue de sable et de pierre brûlée par le soleil, dans le sud de l'Afghanistan.

La capitaine Josée Bilodeau, porte-parole des Forces canadiennes, a indiqué que l'objectif de la mission d'hier était de perturber les activités des fabricants de bombes.

"Ils n'ont rien trouvé, cela a donc été un succès ", a-t-elle affirmé.

L'ÉCHÉANCE:FÉVRIER 2009 AFGHANISTAN -- MISSION CANADIENNE MACKAY CÈDE DEVANT LES TROIS PARTIS D'OPPOSITION QUI REFUSENT UNE PROLONGATION DE NOTRE ENGAGEMENT

SOURCETAG 0709040147
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.09.04
EDITION: Final
SECTION: Nouvelles
PAGE: 21
ILLUSTRATION: 1. Photo d'archives PETER MACKAY Ministre de la Défense
BYLINE: PC
DATELINE: OTTAWA
WORD COUNT: 295

OTTAWA -- (PC) Le nouveau ministre de la Défense, Peter MacKay, dit avoir clairement mentionné à ses alliés de l'OTAN qu'ils ne pourront plus compter sur les militaires canadiens pour combattre dans le sud de l'Afghanistan après février 2009.

En entrevue au réseau CTV, dimanche, le ministre MacKay a toutefois précisé que l'aide canadienne et le travail diplomatique se poursuivront en Afghanistan au-delà de cette date.

Un adjoint politique du ministre, Daniel Dugas, a précisé après l'entrevue que M. MacKay n'avait pas tout récemment signifié aux alliés le départ du Canada en février 2009, mais que ces pays étaient conscients qu'un vote des députés de la Chambre des communes déterminerait la nature de l'aide canadienne en Afghanistan au-delà de cette date.

Vote

En juin dernier, le premier ministre Stephen Harper déclarait que la mission de combat ne se poursuivrait pas sans l'appui des partis d'opposition. Or, le Parti libéral, le Bloc Québécois et le Nouveau Parti démocratique ont tous promis de voter contre un prolongement de la mission que proposerait le gouvernement conservateur minoritaire.

Récemment, les partis fédéraux d'opposition ont fréquemment réclamé du gouvernement qu'il dise clairement que la mission prendra fin en février 2009.

Le ministre MacKay a d'autre part indiqué que le gouvernement fédéral devra mieux expliquer aux Canadiens les progrès réalisés en Afghanistan. Les sondages montrent une opposition croissante à la présence militaire canadienne en Afghanistan dans un rôle de combat. Ce serait l'augmentation régulière du nombre de soldats canadiens morts qui attiserait cette opposition, selon les sondeurs.

M. MacKay a soutenu que l'émotion qui entoure le sort des victimes ne devrait pas éclipser ce qui a été accompli.

Il a affirmé qu'il ne fallait pas diminuer l'importance de ces sacrifices, mais qu'il fallait voir les énormes dividendes qu'ils ont rapportés.

Le leader du Nouveau Parti démocratique, Jack Layton, a réitéré son appel au retrait sécuritaire des troupes canadiennes d'Afghanistan dès maintenant.

Le Canada ne combattra plus dès février 2009

PUBLICATION: La Tribune (Sherbrooke, Qc)

DATE: 2007.09.04

SECTION: National

PAGE: 12

SOURCE: PC

DATELINE: OTTAWA

WORD COUNT: 220

Le nouveau ministre de la Défense, Peter MacKay, dit avoir clairement mentionné à ses alliés de l'OTAN qu'ils ne pourront plus compter sur les militaires canadiens pour combattre dans le sud de l'Afghanistan après février 2009.

En entrevue au réseau CTV, dimanche, le ministre MacKay a toutefois précisé que l'aide canadienne et le travail diplomatique se poursuivront en Afghanistan au-delà de cette date.

Un adjoint politique du ministre, Daniel Dugas, a précisé après l'entrevue que M. MacKay n'avait pas tout récemment signifié aux alliés le départ du Canada en février 2009, mais que ces pays étaient conscients qu'un vote des députés de la Chambre des communes déterminerait la nature de l'aide canadienne en Afghanistan au-delà de cette date.

En juin dernier, le premier ministre Stephen Harper déclarait que la mission de combat ne se poursuivrait pas sans l'appui des partis d'opposition. Or, le Parti libéral, le Bloc Québécois et le Nouveau Parti démocratique ont tous promis de voter contre un prolongement de la mission que proposerait le gouvernement conservateur minoritaire.

En entrevue à la Presse Canadienne, le ministre MacKay a d'autre part indiqué que le gouvernement fédéral devra mieux expliquer aux Canadiens les progrès réalisés en Afghanistan.

La mission devenue impopulaire, M. MacKay a soutenu que l'émotion qui entoure le sort des victimes ne devraient pas éclipser ce qui a été accompli.

MackKay a averti les autres pays

PUBLICATION: Le Quotidien

DATE: 2007.09.04

SECTION: Défense

PAGE: 11

SOURCE: PC

PHOTO: (Photo PC)

DATELINE: Ottawa

ILLUSTRATION: CÉRÉMONIE – Le ministre de la Défense, Peter Mackay, assisté dimanche à une cérémonie en l'honneur du soldat décédé, Raymond Ruckpaul, en compagnie du chef d'état-major de l'armée canadienne, le général Rick Hillier.

WORD COUNT: 281

Le nouveau ministre de la Défense, Peter MacKay, dit avoir clairement mentionné à ses alliés de l'OTAN qu'ils ne pourront plus compter sur les militaires canadiens pour combattre dans le sud de l'Afghanistan après février 2009.

En entrevue au réseau CTV, dimanche, le ministre MacKay a toutefois précisé que l'aide canadienne et le travail diplomatique se poursuivront en Afghanistan au-delà de cette date.

Un adjoint politique du ministre, Daniel Dugas, a précisé après l'entrevue que M. MacKay n'avait pas tout récemment signifié aux alliés le départ du Canada en février 2009, mais que ces pays étaient conscients qu'un vote des députés de la Chambre des communes déterminerait la nature de l'aide canadienne en Afghanistan au-delà de cette date.

En juin dernier, le premier ministre Stephen Harper déclarait que la mission de combat ne se poursuivrait pas sans l'appui des partis d'opposition. Or, le Parti libéral, le Bloc Québécois et le Nouveau Parti démocratique ont tous promis de voter contre un prolongement de la mission que proposerait le gouvernement conservateur minoritaire.

Récemment, les partis fédéraux d'opposition ont fréquemment réclamé du gouvernement qu'il dise clairement que la mission prendra fin en février 2009.

En entrevue à la Presse Canadienne, le ministre MacKay a d'autre part indiqué que le gouvernement fédéral devra mieux expliquer aux Canadiens les progrès réalisés en Afghanistan.

Les sondages montrent une opposition croissante à la présence militaire canadienne en Afghanistan dans un rôle de combat. Ce serait l'augmentation régulière du nombre de soldats canadiens morts qui attiserait cette opposition, selon les sondeurs.

M. MacKay a soutenu que l'émotion qui entoure le sort des victimes ne devraient pas éclipser ce qui a été accompli.

Il a affirmé qu'il ne fallait pas diminuer l'importance de ces sacrifices, mais qu'il fallait voir les énormes dividendes qu'ils ont rapportés.

Layton redemande un retrait immédiat

PUBLICATION: Le Quotidien
DATE: 2007.09.04
SECTION: Défense
PAGE: 11
SOURCE: PC
DATELINE: Toronto
ILLUSTRATION: Le chef du NPD, Jack Layton
WORD COUNT: 455

Le leader du Nouveau Parti démocratique, Jack Layton, réitère son appel au retrait sécuritaire des troupes canadiennes d'Afghanistan dès maintenant. Il propose aussi que le Canada prenne les devants d'un effort pour organiser des pourparlers de paix visant à mettre fin à la violence dans ce pays.

A Toronto, où il assistait au défilé de la fête du Travail, lundi, le chef du NPD fédéral a déclaré à la Presse Canadienne que la mission militaire, qui est censée se poursuivre jusqu'en février 2009, ne réussit pas à accroître la sécurité en Afghanistan, et qu'il souhaite que le Canada prenne la tête d'un processus de paix. "On devrait faire appel à la voix et à la réputation du Canada comme pays capable de diriger des négociations de paix plutôt que d'adopter l'approche venue de la Maison-Blanche, a dit M. Layton. C'est ce qui devrait être fait maintenant, pour que nous puissions travailler à un cessez-le-feu, ce qui permettrait de mener réellement à bien l'aide et la reconstruction (...)."

M. Layton a tenu ces propos après que le ministre de la Défense, Peter MacKay, eut déclaré dimanche sur les ondes de CTV que la participation du Canada, dans sa forme actuelle, prendrait fin en février 2009, mais que l'aide humanitaire et les efforts diplomatiques se poursuivraient. M. MacKay a signalé qu'un vote des députés de la Chambre des communes déterminerait la nature de l'aide canadienne en Afghanistan au-delà de cette date.

Le leader libéral fédéral, Stéphane Dion, a dit qu'il soumettra aux Communes une motion fixant à février 2009 l'échéance du rôle de combat joué par le Canada en Afghanistan.

Mais dans un courriel envoyé du bureau de M. Dion lundi, les libéraux disent qu'un vote ne serait pas nécessaire si le gouvernement Harper avisait l'OTAN et le gouvernement afghan que la mission de combat à Kandahar prendra fin en février 2009.

M. MacKay avait déclaré dans une entrevue antérieure à la Presse Canadienne que son gouvernement minoritaire voulait qu'il y ait un vote aux Communes, mais il s'est abstenu de dire si un tel vote serait considéré comme un vote de confiance, susceptible de déclencher des élections.

M. Layton accuse M. MacKay d'essayer "d'embobiner" les Canadiens. On ne peut pas faire confiance aux conservateurs, dit-il. Ils ont obtenu une extension de deux ans avec l'appui de plusieurs libéraux, et maintenant, même le Bloc québécois appuie la date de 2009, a affirmé le chef néo-démocrate.

Selon M. Layton, il n'y a plus que le NPD qui dit que la mission ne joue pas le rôle qu'elle devrait jouer, non seulement après 2009, mais dès maintenant, que le Canada devrait rappeler ses troupes, et agir autrement pour aider le peuple afghan.

Depuis le déploiement des troupes canadiennes en 2002, 70 soldats et un diplomate canadiens ont péri en Afghanistan.

Les soldats investissent un village

PUBLICATION: Le Quotidien
DATE: 2007.09.04
SECTION: Défense
PAGE: 11
SOURCE: PC
DATELINE: KANDAHAR, Afghanistan
WORD COUNT: 248

Les soldats canadiens ont profité de la noirceur, tôt lundi matin, pour investir un village afghan qu'ils croyaient occupé par des insurgés talibans.

L'opération s'est déroulée sans histoires, au grand soulagement des responsables militaires.

Cette mission constitue néanmoins un exemple de ce qui attend les troupes canadiennes dans cette étendue de sable et de pierre brûlée par le soleil, dans le sud de l'Afghanistan.

L'an dernier, à cette époque-ci, les Canadiens ont pris la direction d'une importante opération de l'OTAN baptisée Medusa, lors de laquelle ils ont chassé, aux côtés de troupes britanniques, américaines et afghanes, les talibans de positions stratégiques qu'ils détenaient autour de Kandahar et dans les environs.

Au cours de cette opération, qui a coûté la vie à une douzaine de Canadiens, l'OTAN a pris le contrôle d'une grande partie de la région, qu'il a ensuite confiée aux forces du gouvernement afghan. Les insurgés sont cependant de retour dans plusieurs des secteurs précédemment enlevés par l'OTAN, et les Canadiens doivent de nouveau investir les environs.

La capitaine Josée Bilodeau, porte-parole des Forces canadiennes, a indiqué que l'objectif de la mission de lundi était de perturber les activités des fabricants de bombes.

"Ils n'ont rien trouvé, cela a donc été un succès", a-t-elle affirmé.

Les dispositifs explosifs improvisés constituent la plus importante menace qui pèse sur les troupes internationales déployées en Afghanistan.

Depuis le début de la présence militaire, des 70 soldats canadiens qui ont perdu la vie lors de la guerre en Afghanistan, 38 ont été tués lors de l'explosion de mines et de bombes enfouies le long des routes, ou encore au cours d'attentats-suicides.

A la recherche de talibans, les soldats canadiens ont investi un village

PUBLICATION: Le Nouvelliste (Trois-Rivières)

DATE: 2007.09.04

SECTION: Actualités

PAGE: 24

SOURCE: PC

DATELINE: Kandahar, Afghanistan

WORD COUNT: 246

Les soldats canadiens ont profité de la noirceur, tôt hier matin, pour investir un village afghan qu'ils croyaient occupé par des insurgés talibans.

L'opération s'est déroulée sans histoires, au grand soulagement des responsables militaires.

Cette mission constitue néanmoins un exemple de ce qui attend les troupes canadiennes dans cette étendue de sable et de pierre brûlée par le soleil, dans le sud de l'Afghanistan.

L'an dernier, à cette époque-ci, les Canadiens ont pris la direction d'une importante opération de l'OTAN baptisée Medusa, lors de laquelle ils ont chassé, aux côtés de troupes britanniques, américaines et afghanes, les talibans de positions stratégiques qu'ils détenaient autour de Kandahar et dans les environs.

Au cours de cette opération, qui a coûté la vie à une douzaine de Canadiens, l'OTAN a pris le contrôle d'une grande partie de la région, qu'il a ensuite confiée aux forces du gouvernement afghan. Les insurgés sont cependant de retour dans plusieurs des secteurs précédemment enlevés par l'OTAN, et les Canadiens doivent de nouveau investir les environs.

La capitaine Josée Bilodeau, porte-parole des Forces canadiennes, a indiqué que l'objectif de la mission d'hier était de perturber les activités des fabricants de bombes. "Ils n'ont rien trouvé, cela a donc été un succès", a-t-elle affirmé.

Les dispositifs explosifs improvisés constituent la plus importante menace qui pèse sur les troupes internationales déployées en Afghanistan.

Des 70 soldats canadiens qui ont perdu la vie lors de la guerre en Afghanistan, 38 ont été tués lors de l'explosion de mines et de bombes enfouies le long des routes, ou encore au cours d'attentats-suicides.

Troupes canadiennes en Afghanistan; Layton redemande le retrait dès maintenant

PUBLICATION: Le Nouvelliste (Trois-Rivières)

DATE: 2007.09.04

SECTION: Actualités

PAGE: 24

SOURCE: PC

DATELINE: Toronto

WORD COUNT: 391

Le leader du Nouveau Parti démocratique, Jack Layton, réitère son appel au retrait sécuritaire des troupes canadiennes d'Afghanistan dès maintenant. Il propose aussi que le Canada prenne les devants d'un effort pour organiser des pourparlers de paix visant à mettre fin à la violence dans ce pays.

A Toronto, où il assistait au défilé de la fête du Travail, hier, le chef du NPD fédéral a déclaré à la Presse Canadienne que la mission militaire, qui est censée se poursuivre jusqu'en février 2009, ne réussit pas à accroître la sécurité en Afghanistan, et qu'il souhaite que le Canada prenne la tête d'un processus de paix.

"On devrait faire appel à la voix et à la réputation du Canada comme pays capable de diriger des négociations de paix plutôt que d'adopter l'approche venue de la Maison-Blanche, a dit M. Layton. C'est ce qui devrait être fait maintenant, pour que nous puissions travailler à un cessez-le-feu, ce qui permettrait de mener réellement à bien l'aide et la reconstruction (...)."

M. Layton a tenu ces propos après que le ministre de la Défense, Peter MacKay, eut déclaré dimanche sur les ondes de CTV que la participation du Canada, dans sa forme actuelle, prendrait fin en février 2009, mais que l'aide humanitaire et les efforts diplomatiques se poursuivraient. M. MacKay a signalé qu'un vote des députés de la Chambre des communes déterminerait la nature de l'aide canadienne en Afghanistan au-delà de cette date.

Le leader libéral fédéral, Stéphane Dion, a dit qu'il soumettra aux Communes une motion fixant à février 2009 l'échéance du rôle de combat joué par le Canada en Afghanistan.

Mais dans un courriel envoyé du bureau de M. Dion hier, les libéraux disent qu'un vote ne serait pas nécessaire si le gouvernement Harper avisait l'OTAN et le gouvernement afghan que la mission de combat à Kandahar prendra fin en février 2009.

M. MacKay avait déclaré dans une entrevue antérieure à la Presse Canadienne que son gouvernement minoritaire voulait qu'il y ait un vote aux Communes, mais il s'est abstenu de dire si un tel vote serait considéré comme un vote de confiance, susceptible de déclencher des élections.

M. Layton accuse M. MacKay d'essayer "d'embobiner" les Canadiens. On ne peut pas faire confiance aux conservateurs, dit-il. Ils ont obtenu une extension de deux ans avec l'appui de plusieurs libéraux, et maintenant, même le Bloc québécois appuie la date de 2009, a affirmé le chef néo-démocrate.

Soutenons nos soldats

PUBLICATION: Le Nouvelliste (Trois-Rivières)

DATE: 2007.09.04

SECTION: Opinions

PAGE: 9

WORD COUNT: 298

Vous voulez que le Canada retire ses troupes de l'Afghanistan? C'est simple, arrêtez vos hypocrisies et dites à tous que les Canadiens et les Canadiennes sont pour l'ablation du clitoris chez les femmes afghanes, que l'accès à l'éducation soit réservé aux mâles, que les enfants soient abusés et que vous supportez la ligne de pensée des intégristes.

Le gouvernement canadien n'aura plus de raisons de garder nos troupes dans cette partie du monde. Si le gouvernement a envoyé des troupes, c'est qu'il croyait que c'était en accord avec l'idée que le peuple canadien devait faire quelque chose pour essayer d'éliminer ce fléau. En espérant que lorsque la stabilité politique de l'Afghanistan sera assuré, des solutions pacifiques durables pourront être mises en place.

Si je suis la pensée de ceux qui veulent retirer les troupes parce qu'il y a eu des décès, que diriez-vous si lors d'un incendie, les pompiers retournaient à la caserne et cessaient le combat de l'incendie lorsqu'un des leurs décédait? Ceux qui deviendraient sans abri, c'est pas grave, c'est matériel. Ceux qui étaient blessés ou tués en essayant de sauver leurs biens de leur propres moyens, ce n'est pas grave tant que ce ne sont pas nos pompiers.

A l'argument "les pays plus importants que le Canada...", vous êtes en train de vous faire tabasser, et vous demandez de l'aide et vous vous faites répondre "demande à quelqu'un de plus gros...".

A moins que l'Afghanistan et les autres pays ne fassent pas partie de votre humanité, je crois que c'est un devoir de répondre à ceux qui le demande et qui ont un réel besoin. Nous devons aider à combattre l'injustice avec toute l'énergie que nous avons pour rendre le monde meilleur.

Supportons nos soldats.

Paul Burman Notre-Dame-du-Mont-Carmel

Layton redemande le retrait immédiat

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.09.04
SECTION: Actualités
PAGE: 14
SOURCE: PC
DATELINE: Toronto
WORD COUNT: 179

Le leader du Nouveau Parti démocratique, Jack Layton, réitère son appel au retrait sécuritaire des troupes canadiennes d'Afghanistan dès maintenant. Il propose aussi que le Canada prenne les devants d'un effort pour organiser des pourparlers de paix visant à mettre fin à la violence dans ce pays.

A Toronto, où il assistait hier au défilé de la fête du Travail le chef du NPD fédéral a déclaré à La Presse Canadienne que la mission militaire, qui est censée se poursuivre jusqu'en février 2009, ne réussit pas à accroître la sécurité en Afghanistan, et qu'il souhaite que le Canada prenne la tête d'un processus de paix. "On devrait faire appel à la voix et à la réputation du Canada comme pays capable de diriger des négociations de paix plutôt que d'adopter l'approche venue de la Maison-Blanche, a dit M. Layton. C'est ce qui devrait être fait maintenant, pour que nous puissions travailler à un cessez-le-feu, ce qui permettrait de mener réellement à bien l'aide et la reconstruction [...]."

Les soldats canadiens prennent un village afghan

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.09.04
SECTION: Actualités
PAGE: 14
SOURCE: PC
DATELINE: Kandahar, Afghanistan
WORD COUNT: 237

Les soldats canadiens ont profité de la noirceur, tôt hier matin, pour investir un village afghan qu'ils croyaient occupé par des insurgés talibans.

L'opération s'est déroulée sans histoires, au grand soulagement des responsables militaires.

Cette mission constitue néanmoins un exemple de ce qui attend les troupes canadiennes dans cette étendue de sable et de pierre brûlée par le soleil, dans le sud de l'Afghanistan.

L'an dernier, à cette époque-ci, les Canadiens ont pris la direction d'une importante opération de l'OTAN baptisée Medusa, lors de laquelle ils ont chassé, aux côtés de troupes britanniques, américaines et afghanes, les talibans de positions stratégiques qu'ils détenaient autour de Kandahar et dans les environs.

Au cours de cette opération, qui a coûté la vie à une douzaine de Canadiens, l'OTAN a pris le contrôle d'une grande partie de la région, qu'il a ensuite confiée aux forces du gouvernement afghan. Les insurgés sont cependant de retour dans plusieurs des secteurs précédemment enlevés par l'OTAN, et les Canadiens doivent de nouveau investir les environs.

La capitaine Josée Bilodeau, porte-parole des Forces canadiennes, a indiqué que l'objectif de la mission d'hier était de perturber les activités des fabricants de bombes.

"Ils n'ont rien trouvé, cela a donc été un succès", a-t-elle affirmé.

Les dispositifs explosifs improvisés constituent la plus importante menace qui pèse sur les troupes internationales déployées en Afghanistan.

Des 70 soldats canadiens qui ont perdu la vie lors de la guerre en Afghanistan, 38 ont été tués lors de l'explosion de mines et de bombes enfouies le long des routes, ou encore au cours d'attentats-suicides.

Le Canada ne combattra plus en Afghanistan dès février 2009

PUBLICATION: Le Droit

DATE: 2007.09.04

SECTION: Actualités

PAGE: 14

SOURCE: PC

PHOTO: La Presse Canadienne

ILLUSTRATION: Le ministre de la Défense, Peter MacKay, parle à des vétérans qui ont assisté dimanche à la base des Forces armées canadiennes de Trenton, en Ontario au rapatriement du corps du major Raymond Ruckpaul mort en Afghanistan la semaine dernière.

WORD COUNT: 281

Le nouveau ministre de la Défense, Peter MacKay, dit avoir clairement mentionné à ses alliés de l'OTAN qu'ils ne pourront plus compter sur les militaires canadiens pour combattre dans le sud de l'Afghanistan après février 2009.

En entrevue au réseau CTV, dimanche, le ministre MacKay a toutefois précisé que l'aide canadienne et le travail diplomatique se poursuivront en Afghanistan au-delà de cette date.

Un adjoint politique du ministre, Daniel Dugas, a précisé après l'entrevue que M. MacKay n'avait pas tout récemment signifié aux alliés le départ du Canada en février 2009, mais que ces pays étaient conscients qu'un vote des députés de la Chambre des communes déterminerait la nature de l'aide canadienne en Afghanistan au-delà de cette date.

En juin dernier, le premier ministre Stephen Harper déclarait que la mission de combat ne se poursuivrait pas sans l'appui des partis d'opposition. Or, le Parti libéral, le Bloc Québécois et le Nouveau Parti démocratique ont tous promis de voter contre un prolongement de la mission que proposerait le gouvernement conservateur minoritaire.

Récemment, les partis fédéraux d'opposition ont fréquemment réclamé du gouvernement qu'il dise clairement que la mission prendra fin en février 2009.

En entrevue à La Presse Canadienne, le ministre MacKay a d'autre part indiqué que le gouvernement fédéral devra mieux expliquer aux Canadiens les progrès réalisés en Afghanistan.

Les sondages montrent une opposition croissante à la présence militaire canadienne en Afghanistan dans un rôle de combat. Ce serait l'augmentation régulière du nombre de soldats canadiens morts qui attiserait cette opposition, selon les sondeurs.

M. MacKay a soutenu que l'émotion qui entoure le sort des victimes ne devrait pas éclipser ce qui a été accompli.

Il a affirmé qu'il ne fallait pas diminuer l'importance de ces sacrifices, mais qu'il fallait voir les énormes dividendes qu'ils ont rapportés.

Afghanistan : votons NPD

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.09.04
SECTION: Forum
PAGE: 12
COLUMN: A vous la
parole
WORD COUNT: 158

Je ne comprends pas la position du Bloc québécois, ou celle des Libéraux, sur la question de la guerre en Afghanistan. Si cette guerre est noble et légitime, alors on devrait prolonger la mission au-delà de février 2009, comme le voudrait le premier ministre Stephen Harper.

Mais si cette guerre est une opération désastreuse, comme l'Irak mais au ralenti, comme je le crois, alors il faut retirer nos troupes au plus vite, avant que d'autres soldats y perdent la vie ou soient grièvement blessés. C'est la position du NPD et de Québec Solidaire, et bien entendu du mouvement pour la paix.

Ceux qui auront l'occasion de voter aux élections partielles fédérales devraient donner leur appui au NPD. Quant à Pauline Marois et au Parti québécois, on attend encore qu'ils réagissent à la mort de trois soldats québécois. Pour ce parti, c'est pour le moins désolant.

Benoit Renaud, Hull

La mort du major Ruckpaul demeure un mystère

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.09.04
SECTION: Actualités
PAGE: 7
PHOTO: PC

ILLUSTRATION:

Le mystère entourant la mort d'un militaire canadien, retrouvé blessé par balle dans un campement fortifié en Afghanistan, persiste. Aucun autre détail concernant le décès du major Raymond Ruckpaul n'a émergé, alors que le cercueil contenant ses restes était rendu à sa famille à la base des Forces armées canadiennes de Trenton, en Ontario. L'homme de 42 ans a été retrouvé dans sa caserne, gravement blessé par balle, le 29 août. Il est décédé environ une heure plus tard. Depuis, ses proches affirment que l'armée n'a fourni aucune explication sur les circonstances de son décès. Le ministre de la Défense, Peter MacKay, et le chef d'état-major de la Défense, le général Rick Hillier, sont restés muets sur la question. Originaire de Hamilton, il vivait en Allemagne avec sa femme et leurs deux enfants. Au moment de sa mort, il travaillait au quartier général de la Force internationale d'assistance à la sécurité de l'OTAN. Une autopsie devait être pratiquée hier.

MackKay promet la fin des combats en 2009

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.09.04
SECTION: Actualités
PAGE: 7
SOURCE: PC
DATELINE: Ottawa
WORD COUNT: 483

Le nouveau ministre de la Défense, Peter MacKay, dit avoir clairement mentionné à ses alliés de l'OTAN qu'ils ne pourront plus compter sur les militaires canadiens pour combattre dans le sud de l'Afghanistan après février 2009.

En entrevue au réseau CTV, dimanche, le ministre MacKay a toutefois précisé que l'aide canadienne et le travail diplomatique se poursuivront en Afghanistan au-delà de cette date.

Un adjoint politique du ministre, Daniel Dugas, a précisé après l'entrevue que M. MacKay n'avait pas tout récemment signifié aux alliés le départ du Canada en février 2009, mais que ces pays étaient conscients qu'un vote des députés de la Chambre des communes déterminerait la nature de l'aide canadienne en Afghanistan au-delà de cette date.

En juin, le premier ministre Stephen Harper déclarait que la mission de combat ne se poursuivrait pas sans l'appui des partis d'opposition. Or, le Parti libéral, le Bloc québécois et le Nouveau Parti démocratique ont tous promis de voter contre un prolongement de la mission que proposerait le gouvernement conservateur minoritaire.

En entrevue à la Presse canadienne, le ministre MacKay a d'autre part indiqué que le gouvernement fédéral devra mieux expliquer aux Canadiens les progrès réalisés en Afghanistan.

Les sondages montrent une opposition croissante à la présence militaire canadienne en Afghanistan dans un rôle de combat. L'augmentation du nombre de soldats canadiens morts qui attiserait cette opposition, selon les sondeurs.

M. MacKay a soutenu que l'émotion qui entoure le sort des victimes ne devrait pas éclipser ce qui a été accompli. Il a affirmé qu'il ne fallait pas diminuer l'importance de ces sacrifices, mais qu'il fallait voir les énormes dividendes qu'ils ont rapportés.

Retrait immédiat demandé

Le chef du Nouveau Parti démocratique, Jack Layton, réitère son appel au retrait sécuritaire des troupes canadiennes d'Afghanistan dès maintenant. Il propose aussi que le Canada prenne les devants d'un effort pour organiser des pourparlers de paix visant à mettre fin à la violence dans ce pays. A Toronto, où il assistait au défilé de la fête du Travail, hier, le chef du NPD a déclaré à la Presse canadienne que la mission militaire, qui est censée se poursuivre jusqu'en février 2009, ne réussit pas à accroître la sécurité en Afghanistan, et qu'il souhaite que le Canada prenne la tête d'un processus de paix.

Le chef libéral fédéral, Stéphane Dion, a dit qu'il soumettra aux Communes une motion fixant à février 2009 l'échéance du rôle de combat joué par le Canada en Afghanistan. Mais dans un courriel envoyé du bureau de M. Dion hier, les libéraux disent qu'un vote ne serait pas nécessaire si le gouvernement Harper avisait l'OTAN

et le gouvernement afghan que la mission de combat à Kandahar prendra fin en février 2009.

M. MacKay avait déclaré que son gouvernement minoritaire voulait qu'il y ait un vote aux Communes, mais sans dire s'il serait considéré comme un vote de confiance, susceptible de déclencher des élections.

Retour à la "case départ"; Le travail des troupes canadiennes presque réduit à néant, admet le brigadier-général Guy Laroche

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.09.04
SECTION: Actualités
PAGE: 7
BYLINE: Allard, Marc
WORD COUNT: 412

Les troupes canadiennes en Afghanistan doivent se battre et mourir pour des territoires qui avaient déjà été conquis, mais ont été confiés aux policiers afghans qui ne résistent pas à l'avancée des talibans, reconnaît un haut responsable militaire.

Les 2330 soldats de Valcartier qui forment la majorité de la quatrième rotation combattent ces jours-ci pour les mêmes régions – Zhari et Panjwai, à l'est de Kandahar – que leurs prédécesseurs depuis février 2006.

"Dans le fond, nous avons à revenir à la case départ", confiait en fin de semaine au Globe and Mail le brigadier-général Guy Laroche, nouveau commandant de la force opérationnelle canadienne en Afghanistan. Tout ce que nous avons fait à cet égard n'est pas une perte de temps, mais presque."

Hier matin, par exemple, les soldats canadiens ont investi un village situé dans une région où, dans le contexte de l'opération Méduse il y a un an, les Canadiens, les Britanniques et les Américains avaient chassé les talibans.

L'opération s'est déroulée sans heurts. Une chance que l'adjudant maître Mario Mercier et le caporal-chef Christian Duchesne n'ont pas été tués dans le contexte d'une opération à Gundy Ghar, dans la région de Zhari, où, pas plus tard qu'au printemps, les troupes canadiennes possédaient une base avancée qu'ils ont confiée aux forces de sécurité afghanes.

Le maillon faible : la police afghane

Mis à part en dissimulant des bombes artisanales, les talibans ne cherchent plus à affronter les soldats canadiens, qu'ils savent plus forts et mieux armés, explique Marc-André Boivin, directeur adjoint du Réseau francophone de recherche sur les opérations de paix. Leur tactique a changé.

"Ils disent : " Prenez les villes, plantez votre drapeau et, quand vous allez repartir, nous, on va s'attaquer au maillon faible de votre dispositif, c'est-à-dire les policiers et les autorités locales. " (...) Sur papier, c'est une magnifique victoire militaire, mais, dans les faits, ils n'ont rien changé."

Dans une entrevue accordée au Soleil en juillet, le chef d'état-major de la Défense, le général Rick Hillier, affirmait lui-même que Kandahar manquait de policiers, permettant aux insurgés de poursuivre leurs activités dans des secteurs pourtant considérées comme sécuritaires. En témoigne l'attaque qui avait tué six soldats canadiens et leur interprète plus tôt cette année, dans le district de Panjwai, une région qui devait être maîtrisée.

"Revenir poser des mines dans un secteur sécurisé est une tactique courante de toute guérilla, disait M. Hillier. Tant que nous n'aurons pas suffisamment de policiers bien entraînés et équipés, nous aurons ce genre

Retour à la "case départ"; Le travail des troupes canadiennes presque réduit à néant, admet le brigadier-général Guy Laroche

d'incidents."

mallard@lesoleil.com

Stephen Harper sera-t-il sauvé par sa foi ?

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.09.04
SECTION: ÉTHIQUE ET RELIGION
PAGE: b6
BYLINE: Leclerc, Jean-Claude
PHOTO: Chris Wattie, Reuters Reuters, Agence Reuters
ILLUSTRATION: Quel est le vrai Stephen Harper?
WORD COUNT: 1222

Il n'y a pas trop de scandales à Ottawa, l'économie va bien, le chômage est au plus bas, mais, à en croire les sondages, les conservateurs ne parviennent pas à distancer leurs adversaires, malgré une opposition faible et divisée. Rien n'expliquerait ce plafonnement, d'après certains observateurs, sauf la personnalité du chef. Stephen Harper s'est révélé capable de décisions, certes, mais curieusement il paraît voué à rester minoritaire. Aussi commence-t-on à lui prodiguer des conseils.

Le chef conservateur soulève moins de craintes, il est vrai, qu'avant les dernières élections. Au pouvoir, il n'a guère imposé de politique extrémiste. Son parti se révèle aussi plus solide que les autres formations. S'il suscite fort peu l'affection des gens, il n'est pas, non plus, détesté. Et alors que des médias le dépeignent sous un jour peu favorable, la population, elle, le respecte. Que manque-t-il donc pour qu'il s'impose d'ici au prochain scrutin?

Selon certains analystes, Stephen Harper a été entravé par les stratèges de son parti. Pour lui éviter le sort de son prédécesseur, Stockwell Day – caricaturé comme extrémiste religieux –, ils lui ont imposé une retenue qui cache chez lui une personne plus sympathique. L'homme de forte conviction qu'il était avant d'entrer en politique ne se serait pas encore manifesté.

Pour d'autres, la population ne s'est pas trompée quant aux idées du nouveau chef, même s'il n'en a pas fait l'étalage dans la campagne qui l'a mené au pouvoir. S'il est resté minoritaire, jugent-ils, c'est parce que le Canada, contrairement aux États-Unis, ne veut pas d'un gouvernement d'inspiration religieuse. Les électeurs de tendance fondamentaliste qui ont voté pour lui vont encore le faire. Mais les autres, la majorité, rejettent une telle option.

Pour certains, le pays n'était pas «prêt» pour ce nouveau gouvernement. Harper aura commis l'erreur de s'engager dans une lutte électorale au lieu de gagner d'abord la guerre des idées. La National Citizens Coalition, qui a fait connaître Harper au public, peine à reconnaître en lui le penseur d'il y a quelques années. Un ancien dirigeant, Gerry Nicholls, cite de lui ce mot révélateur: «Dans la dernière décennie, chaque grand succès des conservateurs en politique nationale fut le résultat d'idées conservatrices mises de l'avant au bon moment et sans gêne aucune.»

Des sondeurs de Strategic Council, Peter Donolo et Tim Woolstencroft, estiment que le chef conservateur peut encore gagner des appuis. Il ne saurait, notent-ils dans le Globe and Mail, puiser aux idées de ses adversaires: Kyoto, aide au transport urbain ou, au Québec, sortie de l'Afghanistan. Mais d'autres promesses pourraient lui attirer des votes: chasse au crime, baisse d'impôt et, au Québec encore, coupe de la TPS. Toutefois, s'interrogent-ils, Harper a-t-il «la volonté ou la dextérité» suffisantes pour exploiter ces possibilités?

Convictions religieuses

Justement, quel est le vrai Stephen Harper? L'homme restant discret sur ses croyances personnelles, le Vancouver Sun a interrogé un pasteur de l'Église à laquelle il appartient. Brent Trask, de RockPointe Church, paroisse florissante située non loin de Calgary, croit que les 2000 protestants évangéliques de sa communauté sont des «partisans enthousiastes» du premier ministre, tout comme la plupart des 2,5 millions d'évangélistes du pays.

Depuis près de vingt ans, Harper fréquente la Christian and Missionary Alliance, une confession qui compte 14 000 communautés à travers le monde, dont un foyer important en Alberta. C'est là qu'il fit la rencontre de son mentor, Preston Manning, un autre évangéliste autrefois chef du Reform Party et aujourd'hui à la tête du Manning Centre for Building Democracy.

L'Alliance, rapporte le Sun, s'oppose fortement aux relations homosexuelles, au divorce, au remariage des chrétiens adultères. Ses dirigeants rejettent aussi l'avortement, l'usage de cellules souches, l'euthanasie, la marijuana et l'ordination des femmes. Toutes prescriptions qu'on trouve aussi dans quelques autres confessions chrétiennes.

Comme d'autres aussi, cette confession met l'accent sur la quête de la sainteté dans la vie personnelle. Mais, contrairement à la plupart, l'Alliance professe que le retour de Jésus-Christ sur terre est imminent, une croyance du christianisme primitif empruntée au judaïsme d'alors et qui évoque aussi chez certains musulmans l'attente d'un sauveur (mahdi).

Si le chef conservateur endosse encore un tel credo, on devine qu'il soit quelque peu gêné d'avoir renoncé, par exemple, à restaurer la loi du mariage ou d'avoir appuyé l'entrée d'une association de gais et lesbiennes du Québec à l'UNESCO. Plus gênant encore serait son alignement sur des fondamentalistes des États-Unis, qui appuient Israël non pour préserver l'État hébreu, mais pour hâter la fin du monde, qu'une telle restauration politique annoncerait.

Mais les Canadiens n'y voient pas tous des croyances aberrantes. Ainsi, les catholiques, qui forment la confession la plus nombreuse au pays, comptent même des fondamentalistes qui défendent ces idées au plan politique. Un chef de parti qui s'afficherait évangéliste ne pourrait-il pas y gagner assez d'appuis pour s'assurer d'une majorité au Parlement? Au Québec, hier fief catholique mais aujourd'hui rébarbatif à la religion, surtout quand elle semble rétrograde, la chose paraîtra douteuse.

Une idée

Pourtant, l'idée d'une telle percée vient d'être lancée. La paternité en revient à Norman Spector, un chroniqueur bien connu au Devoir. Le fils de la princesse Anne d'Angleterre, Peter Phillips, va se marier avec Autumn Kelly, une catholique de Montréal. En vertu d'une loi anglaise de 1701, une personne catholique ou mariée à un catholique ne saurait porter la couronne. Peter ne pourra donc succéder un jour à sa grand-mère, qui est aussi reine du Canada.

Or, suggère Spector, Ottawa devrait inciter Londres à supprimer cette discrimination. Les catholiques francophones du Canada, hostiles aux conservateurs depuis la pendaison de Louis Riel, ne manqueraient pas d'accueillir favorablement un tel changement. Et si Gordon Brown se dérobe, le premier ministre Harper a une position de repli. Il pourrait nommer gouverneur général le prince Peter ou, mieux encore, Autumn, sa tendre moitié catholique.

D'aucuns souriront à ce conte de fées constitutionnel. Pourtant, ce ne serait pas la première fois qu'un changement religieux dénoue une crise politique. «Paris vaut bien une messe». Si le protestant Henri IV a pu se faire catholique pour accéder au trône de France, un Anglais rapatriant la monarchie au Canada ne réconcilierait-il pas les Canadiens français catholiques avec le pays conservateur? Hélas, n'en déplaise à Spector, il est tard, au Québec du moins, pour penser conscrire religion ou monarchie en faveur de quoi que ce

soit. Heureux sera Stephen Harper s'il y gagne quelques autres députés.

Plus sérieusement, aux États-Unis cette fois, il fut une époque où un candidat à la présidence ne pouvait afficher sa foi à moins d'être protestant. Il fallut attendre 1960 et John F. Kennedy, un catholique, pour que ce test d'aptitude tombe. JFK avait alors déclaré devant des ministres baptistes du sud du pays qu'il démissionnerait de la Maison-Blanche si jamais un conflit survenait entre sa religion et l'intérêt national.

A Washington, ni guerre ni torture ni rien ne peuvent, semble-t-il, inciter un président évangéliste à démissionner. Pourquoi, diront certains, faudrait-il qu'un autre croyant importe cette foi à Ottawa?

redaction@ledevoir.com

Jean-Claude Leclerc enseigne le journalisme à l'Université de Montréal.

Fin de la mission canadienne en Afghanistan ?; L'opposition réclame une position claire d'Ottawa

PUBLICATION:	Le Devoir
DATE:	2007.09.04
SECTION:	LES ACTUALITÉS
PAGE:	a2
BYLINE:	Gervais, Lisa-Marie
PHOTO:	Grenier, Jacques
ILLUSTRATION:	Michael Fortier, ministre des Travaux publics et lieutenant québécois du gouvernement conservateur
WORD COUNT:	653

Finira-t-elle, ne finira-t-elle pas, cette mission canadienne en Afghanistan qui devrait durer au moins jusqu'en 2009? Tandis que le gouvernement conservateur sème l'imbroglio, l'opposition réclame une position claire.

Hier, Michael Fortier, ministre des Travaux publics et lieutenant québécois du gouvernement conservateur, a tenté de détourner l'attention des propos énoncés par le nouveau ministre de la Défense, Peter MacKay. En entrevue à CTV, ce dernier a déclaré que le Canada allait se retirer militairement de Kandahar en Afghanistan en février 2009, a rapporté hier le Globe and Mail. C'est la première fois qu'un ministre du gouvernement de Stephen Harper fait une telle déclaration concernant la présence du Canada en Afghanistan. «Nous avons d'ores et déjà passé le message que notre mission, dans sa configuration actuelle, [...] prendra fin en février 2009», a affirmé M. MacKay à l'émission Question Period, laissant entendre que l'OTAN était déjà au courant du désir du Canada de partir. Il a néanmoins rappelé que le Canada allait continuer de déployer des efforts diplomatiques et une aide humanitaire, probablement jusqu'en 2011.

Plus prudent, Michael Fortier a contredit les déclarations de son collègue en insistant sur le fait que son gouvernement n'a encore pris aucune décision et que la prolongation de la présence du Canada à Kandahar sera soumise comme prévu à un vote aux Communes. «Toute reconduction de la mission dans sa forme actuelle ou dans une autre forme sera assujettie à l'aval du Parlement», a-t-il répété aux médias tout au long de la journée d'hier.

L'opposition

Quant aux partis d'opposition fédéraux, ils réclament plus que jamais du gouvernement qu'il se prononce clairement sur la date de la fin de la mission. «La situation est confuse. [...] On demande que ça soit inscrit clairement dans le discours du Trône s'il y en a un, a indiqué Gilles Duceppe, le chef du Bloc québécois. Sans quoi le Bloc va réclamer un débat d'urgence.» Il a ajouté qu'il serait grand temps de connaître la date précise à laquelle se tiendra ce vote dont parle les conservateurs.

Au bureau du chef de l'opposition officielle, les libéraux déplorent l'ambivalence du message envoyé par le gouvernement. De deux choses l'une, «soit le gouvernement minoritaire conservateur prolongera la mission au-delà de février 2009, soit [celui-ci] n'a aucune idée de ce qui se passe en Afghanistan», a fait savoir le cabinet de Stéphane Dion par voie de communiqué.

Pour sa part, le candidat du NPD dans Outremont, Thomas Mulcair, qualifie l'intervention de Michael Fortier, à la suite des propos de Peter MacKay, de «damage control». «C'est une bourde surprenante venant d'un homme comme M. MacKay, qui est supposé avoir de l'expérience», a soutenu M. Mulcair. Les sondages qui

démontrent que non seulement au Québec, mais aussi à l'extérieur du Canada, la mission est impopulaire – 70 Canadiens sont morts en Afghanistan jusqu'à présent – lui font conclure à une stratégie électorale, compte tenu des élections partielles qui auront lieu prochainement. Le ministre de la Défense, Peter Mackay, a soutenu que l'émotion qui entoure le sort des victimes ne devait pourtant pas éclipser ce qui a été accompli.

Un progrès qui vient tout juste d'être critiqué par le New York Times, qui a rapporté dimanche dans ses pages que les talibans ont désormais repris le contrôle de certaines zones qui étaient auparavant aux mains des forces policières afghanes et des alliés dans la province de Kandahar, au sud du pays. Dépassé par les événements, le gouvernement afghan a, pour sa part, demandé aux soldats de l'OTAN de s'engager dans la lutte antidrogue, en particulier la culture du pavot qui finance la rébellion des talibans.

Des pacifistes portent plainte contre la couverture de la SRC en Afghanistan

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.09.04
SECTION: LES ACTUALITÉS
PAGE: a2
BYLINE: Shields, Alexandre
WORD COUNT: 523

Cinq organismes pacifistes québécois, membres de l'Alliance canadienne pour la paix et du collectif Échec à la guerre, accusent la Société Radio-Canada de présenter des informations «non objectives, incomplètes, biaisées et profondément déséquilibrées» dans sa couverture de la guerre en Afghanistan. Ils ont d'ailleurs déposé une plainte à cet effet à l'ombudsman des services français de la société d'État hier.

«La liberté de la presse, écrite et électronique, constitue un des fondements de notre société et l'objectivité représente une valeur incontournable de cette liberté de presse», soulignent-ils d'entrée de jeu dans le document qu'ils ont fait parvenir à l'ombudsman, Julie Miville Dechêne. Les signataires représentent les Artistes pour la paix, le Comité de solidarité/Trois-Rivières, l'Initiative de Westmount pour la paix, le Centre de ressources sur la non-violence, l'Église unitarienne de Montréal.

«L'objectivité est mise à mal lorsque seule la position gouvernementale est couverte de façon systématique, poursuivent-ils. Et c'est le cas. La position minoritaire du gouvernement [de Stephen] Harper et le point de vue tactique des militaires sont omniprésents, au détriment des points de vues alternatifs véhiculés par les organismes de paix, la population en général, les partis fédéraux d'opposition et les chercheurs universitaires, presque unanimement opposés à la manière dont le général Rick Hillier mène les opérations militaires de l'armée canadienne en Afghanistan.»

Selon les signataires, la télévision de Radio-Canada «a sombré dans la facilité» en n'invitant «à toutes fins pratiques» que des analystes qui sont des ex-militaires ou des professeurs des collèges militaires de Kingston et de St-Jean, «spécialistes en stratégie militaire de centres de recherches dépendant financièrement du gouvernement pour faire une analyse tactico-stratégique du conflit sur le terrain».

De plus, jugent-ils, les décès de soldats, les départs de contingents, les offensives militaires, mais aussi les funérailles de soldats et le retour des militaires «deviennent autant d'occasions pour louer le courage des soldats qui perdent leur vie pour le bien de la population afghane».

A ces occasions, «on refuse de remettre en question le bien-fondé de la mission, affirment-ils. Nous croyons pour notre part que même lorsque ces événements sont couverts, la mission d'information doit se poursuivre, en laissant place à d'autres sujets.»

Ils considèrent que «cette censure exercée par Radio-Canada est une brèche fondamentale à l'idéal démocratique. Si, tel que la politique journalistique de Radio-Canada le souligne, le journalisme électronique est devenu une composante majeure du monde de l'information, il doit jouir de cette liberté et en assumer les obligations et responsabilités.»

Les signataires exigent donc que Radio-Canada assume «ses responsabilités envers la société canadienne francophone, son devoir de fournir une information libre, d'autant plus que la société d'État jouit à cet égard d'une protection constitutionnelle». En ce sens, ils pressent le réseau télévisé de «diversifier ses sources

d'information, en vérifiant les antécédents des personnes–ressources invitées et en invitant aussi des analystes indépendants provenant de secteurs diversifiés autres que les études stratégiques et militaires».

Il n'a pas été possible de rejoindre un porte–parole de la Société d'État pour obtenir sa version des faits hier.

Au temps des Bons contre les Méchants

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.09.04
SECTION: Sports
PAGE: S2
BYLINE: Tremblay, Réjean
WORD COUNT: 846

Nos juniors viennent de gagner quatre matchs de suite en Russie et franchement, à part les vrais mordus de hockey, le monde s'en fout pas mal.

Pourtant, ce sont les mêmes Russes qu'il y a 35 ans. Le 2 septembre 1972, les superstars canadiennes se faisaient démolir 7-3 au Forum de Montréal devant Pierre Elliot Trudeau, qui ne s'y attendait pas du tout.

Ça devient inutile de célébrer ces anniversaires. On va écrire pour le 35e ce qu'on a écrit pour le 30e. Ça va de soi.

Pourtant, pour tous les lecteurs de moins de 40 ans, on parle d'un autre univers dont ils ne peuvent avoir la moindre petite idée. Dans le coin des bons, le bloc de l'Ouest, bien alimenté en vérités par la CIA et les autres services de renseignements à la botte des États-Unis. Dans l'autre, celui des méchants, le bloc de l'Est et son âme damnée, le KGB, le puissant service de contre-espionnage de l'Union Soviétique.

Quand le Canada a affronté l'URSS en septembre 1972, c'était les Bons contre les Méchants. Il s'est écrit des choses épouvantablement racistes sur les Soviétiques. D'abord, c'était des robots, ils n'avaient pas de coeur, ils sentaient mauvais et nos grasses stars les planteraient huit matchs à zéro.

Ce fut une épopée des deux côtés des océans. Le Canada a fini par gagner avec un but de Paul Henderson à 32 secondes de la fin, mais le hockey et même la géopolitique du monde étaient changés pour toujours.

C'est après cette Super Série que nos entraîneurs, de Scotty Bowman à Al Arbour, se sont rendus à des conférences et des séminaires sur les nouvelles méthodes de "coaching". Tout a été repensé, de l'alimentation jusqu'à la stratégie collective. Une refonte totale et absolue du hockey nord-américain.

En même temps, pendant que l'URSS envahissait l'Afghanistan et s'y trouvait piégée pendant 10 ans, pendant que les États-Unis et l'Union soviétique s'enfonçaient encore plus dans la guerre froide, les équipes de hockey canadiennes et soviétiques s'affrontaient et participaient à des tournées qui faisaient vibrer les amateurs des deux pays.

On découvrait Vladislav Tretiak, Valery Kharlamov dans les années 70, puis Slava Fetisov et Kasatanonov et le trio KLM dans les années 80. Les Soviétiques redevenaient Russes et on apprenait à les respecter et à les aimer. Le très sévère Fetisov, colonel dans l'Armée rouge, était le plus gentil des diables chez les Devils du New Jersey.

Les temps ont tellement changé qu'aujourd'hui, notre Alexei Kovalev va faire du Harley en Gaspésie et confie ses états d'âme à des journalistes de Moscou. Dans le temps, TOUS les journalistes russes faisaient partie du KGB ou ils n'étaient pas journalistes. Remarquez que dans le temps, les agents de la GRC descendaient à La Presse pour venir débriefer le journaliste qui revenait d'un séjour en Union soviétique. Mais rappelez-vous qu'à part faire brûler des granges et voler des listes électorales du PQ, ils faisaient partie des Bons.

Si vous avez moins de 25 ans, vous n'avez pas le moindre souvenir de ce monde dont on parle. Le mur de Berlin est tombé en 1990. La dernière fois que le Canadien est allé joué à Moscou et à Saint-Pétersbourg, la ville s'appelait encore Leningrad et Gorbatchev était secrétaire général du Parti communiste. C'était la perestroïka. Le début de la fin de l'empire du mal, comme le disait Ronald Reagan.

Moi, j'ai toujours gardé des souvenirs extraordinaires de mes voyages en URSS. Derrière la rigidité du système, on sentait palpiter le coeur des Russes, qui avaient donné à l'humanité Tolstoï, Chostakovitch, Tchaïkovski, Dostoïevski, Gogol et tant d'autres génies à l'âme à fleur de peau.

Sans parler d'Anna Kournikova et Maria Sharapova!

DANS LE CALEPIN – Les courriels n'arrêtent pas. Plus de 200 depuis samedi matin. De Tampa Bay, d'où un médecin explique qu'il gagne un meilleur salaire qu'au Québec tout en se plaignant des têtes d'Américains. Mais il ne parle pas de revenir au pays. Des courriels de Punta Cana, où les routes sont pires qu'à Montréal. Mais il n'y a pas de club de la Ligue nationale en République dominicaine, ça ne compte pas. Des courriels de Londres, où un lecteur m'a fait parvenir un lien internet vers un site de soccer. Les coachs s'y lamentent que ce sont maintenant les femmes des joueurs qui prennent les décisions sur les transferts. Ah bon! Beaucoup de courriels qui vantent certains aspects de la vie à Montréal

Mais la star de hockey et ses cinq millions n'en a rien à foutre du transport en commun et de la gratuité scolaire. Je parlais de Montréal et des impôts selon le point de vue du joueur autonome qui a les autres villes à ses pieds.

Certains lecteurs ont soutenu que les Plekanec et compagnie n'en ont rien à cirer de Montréal et du CH et que c'est là l'erreur fondamentale du Canadien. Je partage leur opinion.

Par ailleurs, pour une raison de retransmission de texte, quelques paragraphes où j'expliquais que cette perception d'un certain Montréal n'était pas toujours conforme à la réalité des quartiers et des gens chaleureux qui y habitent, ont sauté lors de la mise en page. Certains courriels y avaient leur réponse

J'en suis désolé.

Pour le reste, disons qu'il y a de ces chroniques qui "fessent dans le dash".

Sus aux médias!

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.09.04
SECTION: Forum
PAGE: A22
BYLINE: Roy, Mario
WORD COUNT: 488

Dans toute guerre contemporaine, arrive fatalement un moment où la critique se tourne vers les médias qui la couvrent. Aux derniers mois du Vietnam, en 1974–1975, Washington a accusé la presse américaine d'avoir retourné l'opinion, précipitant ainsi la défaite. La guerre du Golfe de 1990–1991 s'est transformée en procès de la chaîne CNN. L'agression du 11 septembre 2001 et la guerre en Irak ont alimenté un véhément réquisitoire contre l'ensemble des médias occidentaux.

Aujourd'hui, l'embouteillage médiatique à Kandahar et la surabondance d'information sur le conflit en Afghanistan font en sorte que la presse locale est dorénavant accusée: un, de "faire le jeu" des militaires (ceux-ci étant accessoirement soupçonnés par le Globe And Mail de favoriser la télé québécoise!); et, deux, de s'adonner au "spectacle".

Dans le premier cas, c'est faux – ou alors, le "jeu" a très mal tourné: l'hostilité de l'opinion publique à l'endroit de l'opération afghane croît dans la même proportion que l'information disponible. Dans le second cas, c'est vrai, mais en partie seulement.

Voir, à l'écran, un reporter casqué et bardé de Kevlar montrer du doigt un tas de roches en nous assurant que c'est bien là, et nulle part ailleurs, qu'est tombé la veille un obus de mortier, est en effet d'une abyssale insignifiance

Ainsi, à vue de nez, on peut affirmer que 75% de l'information tombant des satellites ne sert qu'à alimenter la machine à mots et à images. Car le portrait global de ce conflit est déjà achevé dans ses grandes lignes. Et les zones d'ombre qui demeurent sont, à court terme, hors de portée de la presse parce que l'enquête qui serait nécessaire est impossible à mener. Le philosophe Bernard–Henri Lévy, qui a fait beaucoup de terrain, notait "l'extraordinaire minceur de la plus-value de savoir que m'apportait l'enquête elle-même () à l'échelle du stock d'informations accumulées et disponibles" (dans *Les Aventures de la liberté*).

Pourtant, cela doit être fait. Et ce, pour deux raisons.

D'abord, il n'est pas inutile que les gens d'ici soient bombardés d'informations sur l'Afghanistan parce que cela alimente, fut-ce de façon parfois triviale ou superficielle, un des débats les plus importants de ce début de siècle: quelle doit être l'attitude de l'Occident face aux États en faillite?

Ensuite, les médias accumulent ainsi une monstrueuse quantité de mots et d'images, dont une infime partie fera tout de même l'Histoire.

Pour s'en convaincre, on parcourra (au musée Juste pour rire, jusqu'au 30 septembre) deux expositions qui sont des produits des médias. Celle de World Press Photo, qui présente les 200 meilleurs clichés de l'année 2006, témoignant du conflit irakien ou de la violence israélo–palestinienne, des affrontements népalais ou de la misère africaine. Et celle des 60 ans de l'agence Magnum, fondée notamment par Henri Cartier–Bresson, qui est un véritable musée en images.

Du stampede médiatique de Kandahar, il restera aussi quelque chose. Seulement, il est trop tôt pour dire quoi, au juste.

mroy@lapresse.ca

Retrait des troupes; Qui dit vrai au gouvernement ?

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.09.04
SECTION: Nouvelles générales
PAGE: A3
BYLINE: Croteau, Martin
WORD COUNT: 547

L'opposition dénonce le flou entourant la position du gouvernement Harper sur la date de retrait de l'Afghanistan. Vingt-quatre heures après avoir ouvert la porte au départ des troupes canadiennes, le ministre de la Défense, Peter MacKay, a été contredit hier par son collègue aux Travaux publics Michael Fortier. En entrevue à la chaîne CTV, dimanche matin, Peter MacKay a laissé entendre que l'OTAN sait que le Canada modifiera son intervention à partir de février 2009. "Le signal qui a déjà été envoyé, c'est que la configuration actuelle de la mission se terminera en février 2009", a dit le ministre, ajoutant que l'aide humanitaire continuera d'affluer en Afghanistan jusqu'en 2011.

Mais hier, le lieutenant de Stephen Harper au Québec, Michael Fortier, a déclaré à deux chaînes d'information continue que seul un vote aux Communes tranchera la question. "La décision de se retirer ou de ne pas se retirer n'a pas été prise", a-t-il indiqué.

Ni M. MacKay ni M. Fortier n'étaient disponibles, hier, pour clarifier la position du gouvernement. Le bureau du premier ministre a refusé de commenter, renvoyant la balle au ministère de la Défense.

"Nos alliés savent que notre mandat est bon jusqu'en 2009", a enfin dit Dan Dugas, directeur des communications du ministre MacKay.

"Le moins qu'on puisse dire, c'est que c'est confus", a déploré Gilles Duceppe, chef du Bloc québécois.

A maintes reprises au cours des derniers mois, Stephen Harper a insisté sur le fait que le travail de reconstruction ne pourrait débuter en Afghanistan sans une victoire militaire préalable. Mais en juin, il a également déclaré que la mission canadienne ne se poursuivrait pas sans l'appui des partis de l'opposition.

Or, bloquistes et libéraux pressent le gouvernement minoritaire de mettre fin à la mission de combat dans la région de Kandahar à la date prévue par le Parlement, soit en février 2009. Le Bloc a même menacé de renverser les conservateurs s'ils n'affichent pas leurs couleurs rapidement.

"On demande au gouvernement d'être clair, poursuit Gilles Duceppe. Qu'il nous dise que cette mission se termine en février 2009. S'il y a un discours du Trône, qu'ils l'inscrivent dans le discours du Trône."

Soixante-dix soldats canadiens ont perdu la vie depuis le début de la mission, en 2001. Au Québec, la mort de trois soldats de la base de Valcartier a ébranlé encore davantage le soutien populaire à l'effort de guerre. De tous les Canadiens, les Québécois sont les moins favorables à la mission afghane. Un sondage paru dans La Presse, il y a deux semaines, révélait que 65% d'entre eux s'y opposent.

Le NPD a réitéré son appel au retrait immédiat des troupes canadiennes d'Afghanistan. Le candidat dans l'élection partielle d'Outremont, Thomas Mulcair, a fait valoir que les efforts canadiens sont vains dans la région de Kandahar.

Les insurgés, dit-il, trouvent constamment refuge au Pakistan, un allié des États-Unis qui n'est pas engagé dans les opérations militaires.

"On veut un processus compréhensif de paix, avec tous les acteurs autour de la table", a dit M. Mulcair.

Professeur au Collège militaire de Kingston, Houchang Hassan-Yari voit dans les déclarations du ministre de la Défense la preuve que la tactique des insurgés fonctionne. Puisqu'ils ne peuvent remporter une victoire militaire, ils s'attaquent à l'opinion publique, sensible à la mort de soldats.

"Ça veut dire qu'il est possible de faire monter la pression sur les populations et les gouvernements des pays de l'OTAN en tuant des soldats."

La guerre des mots; Pour les journalistes, couvrir la guerre présente des risques

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.09.04
SECTION: Nouvelles générales
PAGE: A2
BYLINE: Ouimet, Michèle
PHOTO: Photo Martin Tremblay, La Presse (c) Photo Martin Tremblay, La Presse (c)
ILLUSTRATION: Les traits sombres, des journalistes apprennent que deux soldats canadiens sont morts et un caméraman de Radio-Canada blessé, le 22 août.; Un soldat canadien monte la garde devant le principal poste-frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan, à Spin Boldak. Dimanche et hier, des ministres conservateurs ont maintenu un flou sur l'avenir de la mission canadienne en sol afghan.
WORD COUNT: 1517

Le 6 mars, quatre soldats canadiens sont arrivés en courant à l'hôpital de la base militaire de Kandahar, en Afghanistan. Ils transportaient un de leurs camarades gravement blessé. Le Dr Kevin Patterson était de garde.

Dans le magazine américain Mother Jones, le Dr Patterson raconte la scène avec une précision chirurgicale.

"Blessure par balles! crient les soldats en déposant le blessé sur une civière. L'uniforme du caporal Kevin Megeney est maculé de sang, là où la balle est entrée, à la droite de sa poitrine, sous son bras. Ses yeux sont grands ouverts. Ses pupilles sont dilatées, fixes. Il n'a pas de pouls. Un des hommes qui l'a amené explique. "On marchait près de sa tente et on a entendu le coup. Ça ressemblait à un neuf millimètres. Je ne sais pas ce qui est arrivé."

"J'ouvre sa bouche. Sa langue et sa gorge sont flasques. Je vois ses cordes vocales. J'insère un tube dans sa trachée. Je hurle que nous avons besoin d'un chirurgien."

"Le lieutenant-colonel Dennis Filips accourt. Il réclame une trousse pour réaliser une thoracotomie. Il empoigne un scalpel et tranche la peau entre les côtes, du sternum jusqu'au dos. Le poumon de Megeney est exposé. Il se gonfle et se dégonfle."

"Des litres de sang coulent de sa poitrine dans une masse gélatineuse. Filips scie le sternum et étend son scalpel au côté droit de la poitrine. C'est une incision qui n'est réalisée que durant les urgences. Elle expose toute la poitrine. Les résidents qui veulent jouer les endurcis disent qu'ils "ouvrent le capot"."

"Après plusieurs essais, Filips abdique. "Il n'a plus de pouls depuis 20 minutes. Nous devrions arrêter." On sent un courant glacial parcourir la pièce. Nous savons qu'il a raison."

"Megeney a les cheveux roux et les yeux bleus. Il semble enjoué même dans la mort. Nous nous retirons pour laisser le technicien recoudre l'énorme incision qui contourne sa poitrine. Quelqu'un dit: "Ce n'était pas un pistolet. C'était le fusil d'un compagnon de chambre." Un autre soldat. La police militaire envahit la pièce."

L'article a été publié cet été. Le Dr Kevin Patterson raconte les six semaines qu'il a passées à Kandahar au cours de l'hiver 2007. Dans son récit, il ne révèle aucun secret d'État. Que la vie sur la base militaire: la routine des soldats, les roquettes qui sifflent, les blessés qui déboulent à l'hôpital. Il s'attarde aussi longuement sur la mort du caporal Kevin Megeney.

L'armée a aussitôt réagi. Elle n'a pas aimé le récit de Patterson: trop cru, trop vrai. La police militaire a déclenché une enquête. Patterson a peut-être révélé des secrets ou enfreint le code de déontologie des médecins en décrivant la mort d'un de ses patients. L'affaire est sérieuse. Si l'enquête conclut qu'il y a faute, le Dr Patterson peut être poursuivi. Il risque la cour martiale et, s'il est reconnu coupable, la prison même s'il n'est pas un militaire.

"Lorsqu'un médecin est sous contrat avec l'armée, il est assujéti à la Loi sur la défense nationale et La loi sur les secrets officiels", explique le capitaine Pierre Babinsky, porte-parole des services juridiques de l'armée.

– Les journalistes pourraient-ils aussi être jugés par une cour martiale s'ils dévoilaient des secrets? ai-je demandé au capitaine Babinsky.

– Oui, a-t-il répondu. La loi s'applique à tous les civils.

La coéditrice de Mother Jones, Clara Jeffery, n'en revient pas. "L'armée prétend qu'il aurait dévoilé des informations secrètes. C'est ridicule! Tout le monde sait que le caporal Megeney est mort à la suite d'un tir fratricide. L'histoire a été largement racontée dans les médias."

Quant au code de déontologie, même si rien n'interdit à un médecin de parler d'un patient mort, la question reste controversée. Elle ne fait pas l'unanimité chez les éthiciens.

"Je crois que la confidentialité subsiste même si le patient est mort, affirme le Dr Jeff Blackmer, responsable de l'éthique à l'Association médicale canadienne. C'est une question de respect."

Le Dr Kevin Patterson est dans l'embarras. Impossible de lui parler, il est en Ouganda. Il a réagi une seule fois depuis le début de l'enquête dans un courriel envoyé au National Review of Medicine.

"Mon article, a-t-il écrit, était une description émotive, précise et admirative du travail et des sacrifices des soldats de la coalition en Afghanistan."

Le Dr Patterson a déjà été dans l'armée canadienne. Il avait 25 ans et il voulait payer ses études. Il soignait des soldats sur une base militaire du Manitoba. Rien de palpitant. Entre des fractures et des infections à l'urètre, il mourait d'ennui. Il avait du temps. Trop de temps. Il l'a comblé en écrivant.

Il a 42 ans et il a mené de front ses deux carrières: médecin et écrivain. Il n'a jamais eu de problème avant cet été. Les quelques pages publiées dans le Mother Jones risquent de lui coûter cher.

Le journaliste de Radio-Canada Patrice Roy a aussi payé cher sa couverture de l'Afghanistan. Il a été salement secoué lorsque le blindé dans lequel il se trouvait a sauté sur une mine. Son cameraman a été gravement blessé et deux soldats et un interprète afghan ont trouvé la mort.

Le lendemain, en entrevue, Patrice Roy s'est demandé si ça valait la peine de couvrir la guerre en Afghanistan. "J'espère que oui, a-t-il dit, mais en même temps, c'est une question qui n'est pas résolue. Je ne sais pas."

Son questionnement est légitime. Un journaliste a parfaitement le droit d'affirmer que ça ne vaut pas la peine de risquer sa vie pour couvrir une guerre. Par contre, un réseau de télévision public, comme Radio-Canada, ne peut pas hésiter. La guerre en Afghanistan doit être couverte. Les raisons sont multiples: l'Afghanistan est une guerre controversée qui peut faire tomber le gouvernement minoritaire de Stephen Harper, elle coûte une petite fortune et des soldats meurent au combat. Jamais le Canada ne s'est autant impliqué dans un conflit depuis la Deuxième Guerre mondiale.

Et on ne peut pas se fier à l'armée pour avoir l'heure juste. Jamais un général ne confiera à un journaliste que

l'OTAN risque de perdre la guerre, que les soldats en ont ras le bol ou que les prisonniers talibans sont maltraités.

Si vous en doutez, regardez ce qui est arrivé au Dr Kevin Patterson. Il risque la cour martiale pour quelques paragraphes qui ont déplu à l'armée.

"Les militaires voient les journalistes comme une courroie de transmission", affirme Claude Beauregard. Spécialiste des relations entre les journalistes et l'armée en temps de guerre, M. Beauregard enseigne à l'UQAM.

"L'armée a des relationnistes qui veulent faire passer leur message, ajoute-t-il. Les tensions entre les journalistes et les militaires sont inévitables. Le contraire serait inquiétant."

L'armée a besoin de contrôler l'information. "Les généraux ont dit qu'ils avaient perdu la guerre du Vietnam dans les salons des Américains, rappelle Claude Beauregard. Les journalistes se promenaient sur le terrain en toute liberté et ils envoyaient leurs images sans aucune censure."

Les militaires ont retenu la leçon.

Couvrir une guerre n'est pas de tout repos. Il y a les mines, les kidnappings, l'obsession de l'armée qui veut tout contrôler.

Les journalistes ne peuvent pas se balader sur le terrain comme bon leur semble. Une route peut sauter, l'ennemi peut attaquer, le terrain peut être miné.

L'armée intègre donc des journalistes dans ses rangs, mais ceux-ci doivent accepter de se plier à la discipline militaire.

Les journalistes vivent avec les soldats. Ils mangent, dorment et se déplacent avec eux. S'ils sont malades ou blessés, l'armée les évacue et les soigne. Ils partagent leurs peurs, leurs doutes, ils recueillent leurs confidences.

"Les journalistes sont des êtres humains, ils vivent le syndrome de Stockholm, explique Claude Beauregard. Ils s'identifient aux soldats. Difficile de maintenir sa neutralité. Tous les bons journalistes le savent."

Pendant la guerre en Irak, raconte Claude Beauregard, plusieurs militaires disaient aux journalistes: "Vous faites partie de notre équipe."

Un journaliste américain a même accueilli à l'aéroport l'unité avec laquelle il s'était déplacé. Il avait tissé des liens très serrés avec les soldats. "Est-ce possible, dans de telles conditions, de garder son objectivité?" demande Claude Beauregard.

Si, en plus, les journalistes se font dorloter par l'armée, le défi devient quasiment insurmontable. Samedi, Christie Blatchford, du Globe and Mail, a écrit que Bernard Derome avait eu droit à un traitement particulier.

Derome est le chef d'antenne de Radio-Canada. Il remplace Patrice Roy en Afghanistan. L'armée se fend en quatre pour l'amadouer. L'enjeu est important: obtenir une couverture positive. L'opposition à la guerre a atteint des sommets au Québec lorsque des soldats de Valcartier sont morts au combat.

L'armée n'a donc pas lésiné. Bernard Derome a eu droit à un barbecue. Quand je pense à la nourriture infecte servie à la cafétéria du camp, le barbecue devient une arme redoutable pour séduire un journaliste.

M. Derome a eu un officier des relations publiques à son entière disposition, il s'est baladé en hélicoptère, rare privilège, et il a été escorté en blindé dans un endroit où les autres journalistes devaient se rendre en camionnette. Un soldat l'a même aidé à boucler sa ceinture de sécurité, se moque Christie Blatchford.

J'ai voyagé avec l'armée en Afghanistan et les soldats ne m'ont jamais donné un coup de main pour transporter mes 30 kg de bagage. La sollicitude d'un soldat pour la ceinture de sécurité de Bernard Derome m'a fait sourire. Ça frise la complaisance.

"Pour gagner une guerre, ça prend le soutien de la population, insiste le professeur Claude Beauregard. Pour l'armée, il y a des choses que le public ne doit pas voir, comme les morts ou des militaires qui perdent le contrôle."

C'est exactement ce que le Dr Kevin Patterson a raconté dans son article: des soldats pris de panique qui amènent en courant le corps ensanglanté d'un camarade victime d'un tir fratricide et la mort pathétique du jeune caporal de 25 ans sur la table d'opération.

Des scènes trop crues, trop vraies. Ce n'est pas avec ces images que les Canadiens vont appuyer la guerre. L'armée le sait.

courriel Pour joindre notre journaliste michele.ouimet@lapresse.ca